LOUISA HANOUNE ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES :

«Les conditions d'un scrutin transparent pas encore réunies»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs estime que les conditions d'un scrutin transparent et régulier «ne sont toujours pas réunies» par manque de «volonté politique».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Des conditions pourtant «connues de tous», soutenait Louisa Hanoune, hier, à l'ouverture d'une session ordinaire du bureau politique du parti, sans aller, cela dit, jusqu'à prévoir un éventuel retrait du PT des prochaines élections législatives. Car le comité central du parti qui avait avalisé ce mot d'ordre de participation à la majorité écrasante de ses membres, il y a une quinzaine de jours, a laissé la porte ouverte à une éventuelle remise en cause de cette option puisque ayant décidé de rester en «session ouverte pour suivre l'évolution de la situation et, le cas échéant, réapprécier l'attitude du parti vis-à-vis des législatives».

Et d'énumérer, par «ordre d'importance», ces conditions, à commencer, donc, par le fameux fichier électoral national qui fait couler beaucoup d'encre à chaque échéance électorale. Pour Hanoune, la chose est pourtant toute simple puisque, selon elle, l'état civil étant informatisé, il est aisé «d'assainir» ce fichier en y supprimant les multiples inscriptions d'un même électeur. Il y a également la neutralité de l'administration vis-à-vis de tous les partis, sans aucun parti pris comme cela a été la règle depuis 1997 au profit de «deux partis bien précis», ou encore le vote des éléments des corps constitués qu'elle invitera à restituer la «citoyenneté» en leur faisant l'économie de la pression le moment du scrutin. La secrétaire générale du PT parlera également du danger que représente le mélange mortel pour la Nation, l'invasion du monde politique par les hommes d'affaires, mettant le doigt, pour ce faire, sur les nombreux cas d'incompatibilité.

Même si ces conditions ne sont pas encore réunies, affirmant «prendre acte» des engagements du ministre de l'Intérieur et de Collectivités locales, et du président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections, Hanoune dira «suivre l'évolution de la situation» à la lumière de laquelle le PT pourrait, peut-être, se ressaisir et revoir son mot d'ordre de participation aux prochaines législatives, le parti ayant, entre autres leitmotive, «ne jamais être spectateur ou encore juge».

La secrétaire générale du PT réitérera, une fois de plus, sa vieille doléance d'une «Assemblée constituante».

Un projet qui suppose deux itinéraires : soit qu'il soit le résultat d'un processus «résistentiel» mené par le haut par un «dirigeant «éclairé, soit par le bas à travers une «rupture avec le système menée par une mobilisation populaire large qui, en jonction avec les courants politiques et sociaux, pourrait déboucher sur le changement tant espéré».

M. K.

Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune, secrétaire générale du PT.

HOMMAGE DE LOUISA HANOUNE À BAKHTI BÉLAÏB :

«Un patriote, un nationaliste, propre et honnête»

La secrétaire générale du PT s'est, au début de son allocution, hier, en ouverture d'une session ordinaire du comité central du parti, inclinée à la mémoire du ministre du Commerce décédé dans la nuit de jeudi à vendredi et enterré hier.

«Nous considérons que le pays a perdu en Bakhti Bélaïb un nationaliste, un patriote, un homme propre et intègre qui n'a pas hésité à combattre la corruption à travers sa traque de la surfacturation et du transfert de la devise à l'étranger et ce, malgré son état de santé qui se dégradait», dira-t-elle.

Pour Louisa Hanoune, le défunt ministre du Commerce, qui était dans une «véritable jungle», rejoindra le «panthéon de l'Histoire». «C'était un ami politique avec qui nous avons bataillé autour des préoccupations et des dérives économiques de notre pays», estimant que «la famille des patriotes a perdu un de ses membres».

M. K.

AMAR GHOUL À PROPOS DES LÉGISLATIVES :

«La collecte des signatures n'est pas un obstacle pour nous»

Le président du parti TAJ, Amar Ghoul, est confiant : «Oui, TAJ présentera des listes électorales dans les quarante-huit wilayas et au sein de la communauté nationale à l'étranger.» Ce n'est vraiment pas un mince défi pour un parti créé fin 2012, ne comptant aucun élu et donc directement concerné par «les minima», à savoir la collecte des signatures de pas moins de 4% de l'électorat de chaque wilaya.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La nouvelle loi électorale a dressé, en effet, un véritable obstacle à la majorité des partis politiques, y compris d'anciennes formations, avec cet article. C'est d'autant plus difficile à réaliser que la même loi exige la présence physique du signataire en question au niveau des services compétents auprès des APC. Déjà que traditionnellement, la tendance générale lors de toutes les précédentes élections était à l'abstention chez la majorité des citoyens. Pour autant, le président de TAJ, Amar Ghoul, ne craint pas une telle digue. Hier, lors d'un point de presse qu'il animait en marge d'une rencontre avec le monde sportif à la salle omnisports de Oued-Smar à Alger, l'ancien ministre du Tourisme s'explique sur cette question. «TAJ est un parti enraciné dans la société et à travers tout le pays et au sein de l'émigration. La collecte des signatures n'est donc pas un obstacle pour nous. Bien au contraire, c'est, pour nous, une aubaine pour bien lancer notre campagne électorale auprès des citoyens.» Le parti, qui a déjà mis sur pied la commission nationale ainsi que les commissions de wilaya il y a quelques jours, en est à la phase de la confection finale, notamment à travers la recherche de candidats têtes de liste, des noms qui «pèsent». «Des noms qui jouissent d'une aura et d'une crédibilité sans faille» précisera Ghoul qui refuse, toutefois, de dévoiler le moindre nom : «Je ne peux citer des noms pour le moment car il ne faut pas oublier que nous sommes encore en pleine compétition avec d'autres partis politiques.»

A se fier à certaines indiscrétions, le parti de Amar Ghoul est en train de prospecter dans divers milieux : sportif, artistique, économique, culturel, politique en vue de dénicher des candidatures têtes de liste connues. D'où la déclaration de Amar Ghoul qui affirmera, lors du même point de presse, que «les listes du parti seront constituées à 80% de jeunes. Elles seront aussi ouvertes à tous, y compris des candidatures en dehors du parti, pour peu qu'elles répondent aux critères». A signaler, enfin, que Ghoul lui-même ne sera pas candidat cette fois-ci pour la simple raison qu'il a été désigné sénateur dans le tiers présidentiel en juin 2016.

K. A.

Photo : Samir Sid

Amar Ghoul, président du parti TAJ.

LÉGISLATIVES 2017

L'Union pour Ennahdha, El Adala et El Binaa réunit ses comités locaux

L'Union pour Ennahdha (renaissance), El Adala (justice) et El Binaa (construction), alliance née de la fusion des partis Ennahdha, El Binaa et le FJD, a tenu hier aux Eucalyptus dans la banlieue d'Alger, sa première conférence nationale des comités électoraux des wilayas.

La réunion s'est déroulée à huis clos mais, dans leurs discours d'ouverture, les chefs des partis fusionnés dans cette nouvelle Union ont donné les orientations aux comités électoraux réunis pour préparer les élections municipales et législatives d'avril prochain. Saad Abdallah Djaballah, président du Front de la justice et du développement, n'a pas manqué d'exprimer son «enthousiasme» plutôt pour le projet d'Union qui va au-delà d'un rendez-vous électoral. «Les élections sont un moyen et non pas une fin en soi. Les résultats ne doivent pas nous dévier de notre idée et de nos valeurs qui sont d'essence islamique.

Les élections sont un moyen qui nous permet de réaliser notre projet qui vise l'intérêt général et non pas un tremplin pour satisfaire d'étroits intérêts personnels», a-t-il déclaré. Mustapha Belhemdi, président du Mouvement El Binaa, a néanmoins exhorté les militants à faire des concessions pour faire réussir le projet d'union.

«Trouvez des compromis et travaillez à valoriser ce qui nous unit. Il faut savoir faire les concessions nécessaires en reportant les différends pour après les élections. Parce que cela nous fera perdre du temps et affaiblit notre union», a-t-il recommandé.

Mohamed Douibi, président d'Ennahdha, lui, s'est adressé surtout au pouvoir en place, l'invitant à exprimer clairement sa volonté à assurer une compétition loyale. «Les Algériens mettent beaucoup d'espoir sur ces élections en vue du changement souhaité. Je lance un appel au pouvoir pour lui dire qu'il est encore temps pour lui de se rattraper et prendre des mesures qui permettront de faire réussir ces élections», a-t-il conclu.

L. H.